



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 7 juillet 2020**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2020 – 95      GESTION DE LA DETTE**  
**ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES**  
**ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 juin 2020, s'est réuni le mardi 7 juillet 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO  
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)  
Monsieur Stéphane CASSARINI  
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Nora ADDAD  
(Prend part aux délibérations N°74 à N°114 et 27 à 51)

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG sans procuration  
(Ne prend pas part au vote des délibérations N°52 à N°74)

PROCURATION :

Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Nora ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1<sup>ère</sup> Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal a pris acte qu'aucune observation n'a été formulée concernant le procès-verbal du 11 février 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mai 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 85            VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE  
PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN - DECLASSEMENT PREALABLE

DU 7 JUILLET 2020

**GESTION DE LA DETTE  
ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES  
ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de la gestion de la dette, cette délibération a pour objet :

- l'adoption du cahier des procédures générales de la gestion de dette,
- l'adoption des règles de gestion en application des principes définis dans le cahier des procédures générales.

**INCIDENCE FINANCIERE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES		

Madame Catherine BUTTY expose :

Le recours à l'emprunt constitue pour la ville une ressource indispensable au financement de son programme d'investissements.

L'encours de financement est essentiellement composé de prêts classiques ou spécifiques réservés aux collectivités locales et territoriales.

Il comprend, de plus, des produits structurés tels que financements structurés et swaps structurés, pour lesquels une gestion adaptée constitue un enjeu majeur afin d'assurer une politique efficace de maîtrise des risques financiers.

Un processus décisionnel et une organisation clairs et éprouvés sont des conditions essentielles pour maîtriser le coût de la dette, dont le poids peut rapidement dépasser non seulement les objectifs définis mais aussi les limites supportables en termes de gestion.

La crise financière de 2008 a remis en évidence l'importance de pratiques financières saines, lisibles et compréhensibles par tous, que ce soit en matière de levée de fonds auprès des banques ou sur les marchés, ou que ce soit en matière d'utilisation d'instruments financiers par intervention directe sur les marchés (« swaps structurés ») ou au travers de contrats d'emprunts (« financements structurés »).

En conséquence,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-21 à 2122-23,

**Vu** le Code Monétaire et Financier article 211-1 Il notamment,

**Vu** la loi n°2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques,

**Vu** la circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 relative aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

**Vu** l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,

**Vu** la circulaire interministérielle NOR IOCB 1015077C du 25 juin 2010, relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics,

**Vu** la loi n°2013-672 du 23 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires,

**Vu** le décret n°2014-984 du 28 août 2014 relatif à l'encadrement des conditions d'emprunts des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours,

**Vu** la convention cadre FBF relative aux opérations sur instruments financiers à terme,

**Vu** la directive MIF, concernant les marchés d'instruments financiers,

**Vu** la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités territoriales (CBC) dite charte GISSLER, signée le 7 décembre 2009,

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

- **ADOpte le CAHIER DES PROCEDURES GENERALES** tel que joint à la présente délibération.

Ce document précise notamment :

- L'organisation de la gestion de la dette,
- Les principes de gestion de la dette : Financements à long terme  
Risque de taux  
Financements à court terme

Le cahier sera soumis chaque année au Conseil Municipal pour approbation, même s'il n'est pas modifié.

Un rapport annuel sera adressé au Conseil Municipal sur les opérations conduites dans ce cadre ; ce rapport dressera notamment, année par année, le bilan des opérations réalisées sur l'année en cours.

En complément de ces procédures,

- **ADOpte** les orientations et les paramètres de gestion précisés dans **le CAHIER DE DEFINITION STRATEGIQUE DE LA GESTION DE DETTE ET DES REGLES DE GESTION** tel que joint à la présente délibération.

Ces orientations et paramètres seront revus et adoptés annuellement par le Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.